



Le 19 mars 2009

Déclaration des leaders du PSE sur la crise économique adoptée le 19 mars 2009

Une forte volonté politique, d'agir tout de suite pour la croissance, pour l'emploi et contre la crise économique

L'Europe passe par la pire récession depuis les années 1930. Le chômage augmente à une vitesse alarmante. Nous devons donc intensifier nos efforts pour stimuler l'économie européenne et mondiale afin d'éviter que cette période de marasme économique voire de croissance négative ne se prolonge et que le chômage ne cesse d'augmenter.

Notre objectif commun est de créer de nouveaux postes, de préserver l'emploi et d'éviter un chômage de masse tout en favorisant une croissance verte et intelligente. Telle est notre première priorité, tel est le fondement même de notre appel pour une action renouvelée.

Le Conseil européen de décembre s'est accordé sur un plan de relance pour l'Union européenne mais depuis, l'économie en Europe et dans le monde a continué de se détériorer. Les récentes estimations de la BCE et de l'OCDE indiquent un possible approfondissement de la récession.

Seul un effort renforcé, plus ambitieux et mieux coordonné de relance, au niveau européen et mondial, nous permettra de sortir de la récession. Sans **mesures supplémentaires, le prix à payer n'en sera que plus important: une récession prolongée et profonde** pourrait amener son cortège de problèmes à long terme sur le plan social, économique et du chômage, qui s'abattraient sur les citoyens et les pays d'Europe.

Nos économies sont plus interdépendantes que jamais. Les actions nationales ne suffisent plus à elles-mêmes. Nous, les leaders du PSE, insistons sur le fait que l'action commune constitue la seule solution pour endiguer la récession. En **agissant ensemble en Europe et dans le monde**, nous pouvons ouvrir la voie à une relance plus forte. En choisissant les bonnes priorités pour mener notre action, nous pouvons contribuer à générer une relance qui **profite à tous**.

Pour sortir de la récession, il ne s'agit pas de choisir entre une augmentation ou une diminution des impôts mais bien entre l'inaction et la dépression qui détruiront la vie de nombreuses personnes, ou une politique volontariste d'investissement dans un avenir durable et prospère avec de véritables perspectives professionnelles pour tous. Il est plus que jamais fondamental de faire preuve d'un leadership collectif et visionnaire au niveau européen.

Notre engagement de faire tout notre possible pour éviter un chômage de masse, suppose aussi que nous soyons prêts à passer à la vitesse supérieure dans les efforts que nous avons consentis jusqu'à présent. Nous devons envisager cette crise comme une opportunité nous permettant d'amener un changement durable et de construire une société plus équitable. Par conséquent, nous appelons à un renforcement du plan européen de relance économique et à l'adoption d'un calendrier clair d'actions politiques concrètes, qui seront décidées lors des



prochaines réunions-clés au niveau européen et international:

- Le Conseil européen de printemps des 19 et 20 mars doit dans un premier temps adopter les mesures permettant de renforcer les efforts pour la relance;
- La réunion du G20 à Londres le 2 avril prochain sera un rendez-vous important pour lancer une coordination véritablement internationale des réponses apportées par les gouvernements;
- Le sommet UE-USA du 5 avril sera également l'occasion de renforcer le partenariat transatlantique pour la relance;
- Le sommet extraordinaire sur l'emploi en mai doit s'accorder sur la mise en oeuvre d'une nouvelle stratégie pour l'emploi;
- Le Conseil européen des 18 et 19 juin doit prendre acte des progrès accomplis et adopter toutes les décisions nécessaires afin d'en garantir la continuation.

Le renforcement du plan européen de relance économique, devrait se fonder sur une stratégie axée sur 7 points:

1. Davantage d'investissements

Nous devons donner la priorité à davantage d'investissements ayant un impact immédiat sur la création d'emploi, car ils sont nécessaires à la relance de la croissance dans les Etats membres, pour 2008 et 2009. L'UE devrait s'accorder sur une **stratégie d'investissement ambitieuse**, avec une liste commune de priorités en terme de création d'emplois – pouvant être déclinées en actions ciblées au niveau national. La stratégie d'investissement doit être adéquate et ciblée, elle doit avoir **un impact immédiat sur l'emploi** et elle doit contribuer aux objectifs à long terme. Les investissements publics et incitations à l'investissement privé doivent s'accompagner d'une réorientation des instruments de financement européens (comme les fonds structurels) sur ces priorités. Ces dernières doivent inclure l'efficacité énergétique, l'isolation des bâtiments publics et des logements privés; les réseaux d'énergie et de transmission à large bande; l'amélioration des services publics (comme la rénovation et la construction d'écoles ou encore les services de prise en charge des enfants ou des personnes âgées); et davantage d'opportunités d'éducation et de formation.

2. Davantage de facilités de crédit

Il est impératif de rouvrir des lignes de crédit du système bancaire pour les investissements privés et les dépenses pour la relance. A cet effet, le soutien public aux 'paquets' bancaires doit être assorti de conditionnalités claires.

3. Un pacte pour l'emploi

Il est fondamental de définir une nouvelle stratégie afin de préserver autant de postes de travail existants que possible, d'aider les chômeurs à retrouver un emploi aussi rapidement que possible et de stimuler la création de nouveaux emplois. Cette crise doit être envisagée comme une occasion de procéder à une requalification radicale de la main d'oeuvre dans toute l'Europe. Les politiques d'emploi, sociales et de l'éducation doivent être renforcées et développées:

- La stratégie d'investissement doit s'accompagner de politiques d'emploi et de politiques fiscales ciblées et d'incitations à la création de nouveaux emplois.
- Un effort maximal doit être consenti afin de préserver l'emploi en Europe. Il s'agit donc de préserver les postes de travail existants, en combinant, par exemple, dans certains pays, des réductions temporaires du temps de travail avec des programmes de qualifications et des incitations pour les entreprises afin qu'elles maintiennent, voire augmentent leur main d'oeuvre. Les jeunes qui essaient d'entrer sur le marché de l'emploi pour la première fois et les salariés travaillant dans des emplois précaires, notamment les femmes, doivent faire l'objet d'une attention particulière.



- Nous devons anticiper les licenciements massifs autant que faire se peut afin de garantir qu'ils ne soient qu'un dernier recours, en explorant toutes les alternatives possibles. Il est important de développer des mesures claires de transition et de soutien pour les travailleurs affectés par les licenciements, si ces derniers sont inévitables. En ce sens, des politiques actives sont indispensables afin d'encadrer les restructurations, notamment en examinant les possibilités d'utiliser le Fonds social européen et le Fonds de développement régional.
- La priorité pour les chômeurs doit être de leur garantir une transition aussi rapide et productive que possible de retour à l'emploi. Les chômeurs doivent profiter de nouvelles opportunités de requalification afin de se préparer pour les emplois du futur dans une économie sûre et durable de la connaissance à faible émission de carbone. La sécurité sociale et les allocations de chômage doivent être renforcées le cas échéant et liées à des politiques actives du marché de l'emploi plus efficaces.
- Nous devons également protéger les travailleurs migrants partout en Europe, puisque la plupart sont particulièrement touchés par la crise.

4. Un pacte pour le progrès social

Nous devons **tenir compte du coût social de la crise** dans son intégralité, en empêchant une augmentation de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion. Un accord sur un **Pacte européen pour le progrès social** est vital. Il est urgent de créer des politiques ciblées ou encore de renforcer les politiques existantes afin d'aider ceux qui sont les plus affectés par la crise, en particulier les revenus les plus faibles, ceux qui risquent de perdre leur logement, les jeunes, les retraités et les femmes, particulièrement les familles monoparentales et les emplois de service qui risquent de pâtir de la prochaine vague de problèmes générés par la crise. Ces politiques pourraient prévoir de renforcer les systèmes de protection sociale; de cibler les aides au revenu afin de maintenir le pouvoir d'achat (par exemple, par le biais de diminutions d'impôts ou de crédits ciblés); de garantir l'accès aux biens de base (comme l'électricité et le gaz) restent abordables; de faire en sorte que les crédits hypothécaires restent disponibles et remboursables; et d'appuyer en particulier les plus vulnérables. Nous devons promouvoir la justice sociale tout en agissant directement sur la relance par la demande et la consommation. Des mesures spécifiques doivent être définies pour les pays où les travailleurs les plus vulnérables ne bénéficient pas de droits sociaux adéquats. **Les politiques sociales actives** doivent protéger et promouvoir le potentiel de ceux qui sont marginalisés ou qui sont susceptibles de l'être. Cette crise doit déboucher sur une société plus juste, fondée sur les aspirations des personnes et des familles ordinaires partout en Europe.

5. Solidarité économique

Nous avons tous énormément profité de notre appartenance à une zone économique commune durant les années de croissance; à présent, il nous faut nous soutenir les uns les autres par ces temps plus difficiles. **La solidarité et nos objectifs communs** doivent rester au coeur de l'Union européenne. Une attention particulière doit être portée aux Etats membres qui passent par une période particulièrement difficile, y compris certains 'nouveaux' Etats membres. Il est impératif que nous fournissions tous les efforts possibles afin d'éviter l'émergence de nouvelles divisions économiques en Europe. L'Union européenne doit urgemment renforcer son appui financier aux Etats membres qui souffrent d'instabilités sérieuses ou qui ne disposent pas des moyens suffisants pour stabiliser leur système bancaire et investir dans leur relance. En ce sens, il s'agit d'augmenter l'efficacité et la capacité des instruments existants et d'examiner la possibilité de créer de nouveaux instruments financiers. La Commission européenne doit travailler en étroite collaboration avec les Etats membres afin de procéder rapidement à la mise en oeuvre de nouveaux projets pouvant contribuer à la relance et pouvant être financés par les Fonds structurels et la BEI. Nous devons également renforcer la capacité de la BEI et de la BERD, par exemple, au regard de la nouvelle facilité lancée par la Banque mondiale et centrée sur l'Europe centrale et orientale. L'UE doit également établir un partenariat plus étroit avec le FMI, qui



soutient les Etats membres ayant des difficultés avec leur balance de paiement, notamment en garantissant que toute conditionnalité soit pleinement compatible avec les efforts européens de relance.

La Commission européenne et la zone Euro doivent préparer le futur élargissement de la **zone euro** aux Etats membres qui remplissent les critères principaux et qui désirent y entrer. L'euro a été un facteur stabilisateur pour les membres de la zone Euro dans cette crise et la Banque centrale européenne doit continuer de mener une politique monétaire favorisant la croissance.

6. Une meilleure réglementation

Les marchés financiers doivent se mettre au service de l'économie réelle et non en être les maîtres. Afin de stabiliser à long terme le système financier et faire en sorte que l'opinion publique ait à nouveau confiance dans le secteur bancaire, il est vital d'introduire une réglementation globale et solide couvrant tous les instruments et les acteurs financiers, y compris les fonds spéculatifs et de capital d'investissement. Notre priorité doit être de lutter contre la récession mais cet effort doit s'accompagner d'une meilleure réglementation afin de créer des marchés financiers stables, transparents et efficaces en Europe et dans le monde. Le but de la réglementation ne doit pas se limiter à empêcher toute instabilité des marchés. La réglementation doit garantir un lien étroit et efficace entre les marchés financiers et l'économie réelle. Il s'agit entre autres d'imposer des fonds minimaux pour empêcher un endettement excessif et les risques systémiques; de renforcer la coopération européenne en matière de supervision financière et la réglementation financière; de lancer une action ferme visant à réduire les rémunérations et bonus excessifs pour les cadres; et de mettre fin aux paradis fiscaux, à l'évitement et à l'évasion fiscale. Nous devons certes résoudre le problème des actifs toxiques qui ont pollué le secteur bancaire et rendre les banques à nouveau viables mais nous devons également définir une **stratégie à long terme afin de renforcer et de développer un bon système bancaire avec des liens renforcés avec les clients**, afin de répondre aux besoins réels des citoyens et des entreprises. L'objectif doit être aussi de protéger les intérêts des travailleurs et leurs épargnes-retraites. Nous prendrons la tête des initiatives visant à éviter que de nouvelles crises financières ne se reproduisent.

7. Une action mondiale

L'Union européenne doit fournir sa part du travail et faire preuve d'un réel leadership au niveau mondial. Nous devons passer à l'offensive et être prêts à présenter une réponse globale et cohérente à la crise mondiale. Nous avons une opportunité historique de lancer une mondialisation plus équitable et de remplacer ainsi les politiques non durables du passé. Nous apportons notre soutien pleinement le gouvernement travailliste britannique de Gordon Brown, qui aura à diriger les efforts internationaux afin de définir une réponse coordonnée à la crise en tant que pays accueillant la prochaine réunion du G20 le 2 avril prochain à Londres.

- Le nouvel effort européen de relance, une fois renforcé, aura d'autant plus d'impact s'il s'accompagne d'un plan expansionniste semblable au niveau mondial. Les **nations du monde doivent mener des politiques de relance budgétaire actives et fortement coordonnées** afin de sortir le monde de la récession et de le mettre sur la voie du développement durable. Chaque pays doit participer à cet effort mondial.
- Il est essentiel de définir une meilleure réglementation financière couvrant tous les acteurs et les instruments financiers au niveau mondial et de mettre fin aux paradis fiscaux.
- Le commerce européen et international sera crucial pour la création de nouveaux emplois et pour la prospérité pour tous. Il est fondamental de soutenir le commerce et le parachèvement du cycle de Doha pour le développement, en garantissant qu'ils profitent à tous les pays.
- Il faut souligner le devoir de solidarité des nations les plus riches du monde envers les pays et les peuples les plus pauvres qui risquent de payer le plus lourd tribut de la crise actuelle. La poursuite des **objectifs du millénaire pour le développement** définis par l'ONU est



essentielle: si nous échouons, une génération de plus sombrera dans la pauvreté et la privation. La relance doit mener à une mondialisation plus juste et équilibrée qui profite à tous les peuples. En vue de cet objectif, la mise en place de **l'agenda mondial** de l'OIT **pour le travail décent** sera fondamentale.

- Les ressources du FMI doivent être renforcées et de nouveaux instruments financiers seront nécessaires afin de faire face à la contraction rapide des investissements étrangers, de l'aide et du commerce qui frappe pour l'instant le monde en développement.
- De même, la crise ne doit pas être utilisée comme prétexte à un ralentissement des négociations pour un nouvel accord mondial sur le climat; au contraire, la relance doit mener à une **transformation économique dans le monde entier, afin de nous assurer un avenir sûr et durable, à faible émission de carbone.**
- Le système actuel de gouvernance mondiale a été défini pour répondre aux exigences d'une époque à présent révolue et il doit donc être réformé. Nous avons besoin d'une nouvelle architecture mondiale adéquate au 21^{ème} siècle.

Un élément essentiel dans ces efforts sera notre engagement à promouvoir **un nouveau pacte mondial** afin de garantir notre avenir commun pour notre siècle et au-delà.

Nous appelons les chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis lors du sommet de printemps des 19 et 20 mars à s'accorder sur des politiques coordonnées et ambitieuses pour une action européenne et mondiale, selon les axes définis dans la présente déclaration, afin de répondre à l'ampleur et à l'urgence du défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous, socialistes, sociaux-démocrates et progressistes d'Europe, nous engageons à faire preuve du leadership nécessaire pour mener à bien ce projet. Nous savons que notre stratégie doit être visionnaire et que nous devons faire preuve d'audace dans nos actions si nous voulons faire de cette crise sans précédent **une opportunité historique pour le développement d'une société meilleure et plus juste et d'un avenir pour tous.**

